

débat *militant*

Lettre électronique animée par des militants du courant Démocratie révolutionnaire de la LCR

N° 125 2 novembre 2006

Contact-abonnement-désabonnement : debatmilitant@lcr-debatmilitant.org | Site : www.lcr-debatmilitant.org

Comité de coordination : Fabienne Autan, Charles Boulay, Serge Godard,
Valérie Héas, Yvan Lemaitre, Galia Trépère, Gérard Villa

[Accès au site Débat militant](#)

Sommaire

- Notre campagne
- Brésil : victoire électorale de Lula et continuité du combat de la classe ouvrière

Notre campagne

Le « débat » qui a agité la droite et le Parti socialiste autour des « jurys de citoyens » évoqués par Ségolène Royal en dit long sur les préoccupations de tous ces gens en campagne pour la présidentielle de 2007. Quelle que soit la démagogie de la proposition, la seule idée du contrôle des élus est pour eux une agression. Fabius a appelé à ne pas « *introduire une méfiance à l'égard des élus que je crois, ils ne méritent absolument pas* », Strauss-Kahn à ne pas « *bâtir une société sur la suspicion généralisée* »... Quant à Sarkozy, il a qualifié l'idée « *d'outrancièrement populiste* » tandis que Villepin évoquait rien moins que la Révolution française... se demandant s'il fallait téléviser une partie des conseils des ministres (mais surtout pas la partie délibérative !) pour que les citoyens sachent « *comment ça marche* »...

Cette farce illustre à quel point la démocratie leur est étrangère. Leur « démocratie », ce sont des institutions à l'abri de toute intervention de la population, un Président élu avec 19,88 % des exprimés au 1^{er} tour, un gouvernement et un Parlement désavoués tant par les luttes que par le référendum sur le TCE... Une démocratie à l'image de ceux qu'elle sert et qui s'abritent derrière le huis clos des conseils d'administration des entreprises et le secret des coffres forts et des comptes en banques.

Leur système est étanche à toute démocratie véritable. L'ensemble des mécanismes du pouvoir, des institutions, est rodé pour garantir à la bourgeoisie la stabilité politique qui fait que cela ne pourra pas changer par les élections. Seule l'intervention directe des classes populaires et de la jeunesse, prenant elles-mêmes les choses en main, pourra inverser le cours des choses.

Le monde du travail et de la jeunesse, candidat à diriger démocratiquement la société

Face à tous ceux qui postulent pour diriger les affaires de la bourgeoisie et se protègent de la démocratie réelle car ils craignent l'intervention des travailleurs, la classe ouvrière et les jeunes postulent, eux, à remettre la société à l'endroit, à faire en sorte que les besoins de tous soient satisfaits, que chacun ait un logement, un emploi, un salaire décent.

Cette exigence démocratique est celle portée par toutes les luttes, celle de la jeunesse contre la précarité au printemps dernier, celle des réseaux RESF, des expulsés de Cachan, les luttes contre les licenciements, pour les salaires, pour la dignité. Elles contestent toutes la logique de cette société où le travail collectif ne sert pas à satisfaire les besoins mais à alimenter la finance, où le progrès se transforme en son contraire et ne

sert qu'à enrichir une poignée de parasites et plonge toujours plus de travailleurs dans la précarité, le chômage et la misère. Elles posent la question de qui dirige, les patrons, les gros actionnaires ou la population ?

Ce sont ces exigences dont la LCR veut être l'expression dans les élections, c'est le sens de la candidature d'Olivier Besancenot.

Face à l'oppression, au cynisme, aux provocations, nous sommes candidats pour exprimer la révolte du monde du travail et des classes populaires, faire entendre leurs revendications.

« Police partout, justice nulle part »

Parce que les intérêts de la bourgeoisie sont incompatibles avec une politique démocratique qui viserait à apporter des solutions aux difficultés de la population et en particulier des plus défavorisés, la droite, Sarkozy en tête, multiplie les provocations et les mesures sécuritaires. Elle n'a d'autre réponse aux maux que sa politique engendre que la répression. La loi de prévention de la délinquance qui va être votée en novembre vise à stigmatiser les pauvres, à accroître les possibilités répressives, à encadrer la population et particulièrement les jeunes, tentant de transformer les maires et les travailleurs sociaux en mouchards. Et le gouvernement vient d'utiliser les conséquences dramatiques de l'incendie d'un bus à Marseille, cet acte criminel et absurde, pour en rajouter : 4000 CRS supplémentaires déployés dans les « *quartiers sensibles* », des peines de 30 ans annoncées avant même que le jugement ait eu lieu, et la création d'un nouveau délit, le « *délit d'embuscade* »... tandis que Le Pen, lui, encourage la police à « *riposter à balles réelles* ».

Le Parti socialiste n'est malheureusement pas en reste. Fabius a ainsi appelé à « *châtier ces salopards* » et Royal explique qu'il faut « *ré encadrer les familles* », enfermer les « *fauteurs de troubles* » dans des « *centres éducatifs* » encadrés par des militaires... et elle se prononce pour le maintien des CRS dans les cités car d'après elle, « *ce sont eux qui assurent la protection* »... Les mêmes, l'an dernier, soutenaient l'état d'urgence.

Seule la population peut apporter des réponses à la crise, par sa propre mobilisation pour des mesures démocratiques, en posant la question du chômage, des salaires, du logement, des services publics. A défaut, le sécuritaire envahit toute la société.

Battre la droite, c'est battre sa politique

On nous dit : « *l'essentiel est de battre Sarkozy* », mais battre Sarkozy et la droite, c'est battre leur politique, mettre en échec toutes les politiques libérales et sécuritaires.

Le Parti socialiste agite le fantôme du 21 avril... Si Jospin a obtenu à peine 16 % des voix, la gauche gouvernementale ne peut s'en prendre qu'à elle-même, c'est son affaire, sa responsabilité, pas celle de ceux qui n'ont jamais renié leurs idées pour quelque poste que ce soit.

Depuis 25 ans, chaque fois qu'elle a été au gouvernement, la gauche a officié à la mise en œuvre de l'offensive capitaliste. Elle a appliqué les mesures libérales exigées par le patronat, les privatisations, a accompagné tous les reculs, appelant les travailleurs à se soumettre à la logique capitaliste. Elle a une lourde responsabilité dans la situation actuelle et dans la montée de l'extrême droite. Alors, si nous voulons écarter Sarkozy, nous ne voulons pas approuver le candidat du PS, quel qu'il soit.

Battre la droite, cela veut dire mener le combat contre ses idées et pour cela, il faut que nous soyons présents car on ne peut pas compter sur le PS pour le faire. Faire reculer les idées de Sarkozy et de l'extrême droite ne peut se faire qu'en menant le combat politique du point de vue des opprimés, contre tous ceux qui défendent l'ordre et le droit des riches. Notre propos n'est pas de faire obstacle à la victoire de la gauche, mais c'est à elle de gagner la confiance des électeurs et nous ne lui signerons aucun chèque en blanc. Nous porterons les exigences sociales et démocratiques qui sont, et demeureront après les élections, une urgence quel que soit le gouvernement qui sortira des urnes.

Les élections au service des luttes

Nous voulons dans les élections être l'expression des revendications du monde du travail pour que la campagne soit une aide pour changer le rapport de force et préparer les luttes.

Tous les militants ouvriers se posent aujourd'hui le problème de comment résister à l'offensive qui

redouble. Délocalisations, plans de licenciements en cascade, appels à la suppression de la durée légale du temps de travail, remise en cause de l'ensemble des droits sociaux et démocratiques, font naître une profonde révolte mais aussi le désarroi. Et la capitulation de la gauche libérale et de la majorité des directions syndicales pèse lourd.

Face à la violence des rapports sociaux, notre campagne veut aider à reprendre confiance, à refuser la soumission aux « réalités économiques » qui ne sont que les réalités de l'exploitation, de la domination d'une poignée de privilégiés cyniques, à l'image de ces députés UMP et UDF qui viennent de voter un amendement pour « évaluer le train de vie » des futurs ayant-droit au RMI et à la CMU !

Aucune attaque, aucun licenciement, aucune expulsion ne sont justifiables ! Nos revendications sont pleinement légitimes.

Au cours des dix dernières années, les luttes du monde du travail n'ont certes pas réussi à renverser le rapport de forces, mais elles ont exercé un contrepoids et elles ont permis de franchir des étapes importantes pour préparer la suite. Nous avons été des centaines de milliers à faire l'expérience de la force de l'organisation démocratique, à la base, dans les sections syndicales, les unions locales, les collectifs militants unitaires, les assemblées générales de lutte. En 2003 contre la réforme des retraites comme en 2006 contre la précarité et le CPE, et dans une certaine mesure en 2005 contre le traité constitutionnel, des milliers de militants du mouvement, de toutes générations, ont pris en main de façon collective et en ne comptant que sur eux-mêmes, la bataille de l'opinion, menant une campagne politique contre la logique libérale, pour le partage des richesses, pour remettre la société à l'endroit.

Les élections sont l'occasion de prolonger ce combat politique, de populariser les mesures nécessaires pour répondre à l'urgence sociale et démocratique.

Regrouper les anticapitalistes

Nous voulons utiliser les élections pour appeler les travailleurs et les jeunes à prendre part à la bataille politique. A travers notre campagne, nous voulons contribuer au regroupement de tous ceux qui veulent préparer un autre avenir que celui de la « concurrence libre et non faussée ». Nous voulons réaliser l'unité des anticapitalistes, et nous sommes pour cela en désaccord avec le Parti communiste qui veut réaliser l'unité de toute la gauche et avec le texte « ambition-stratégie-candidature » du collectif pour des candidatures unitaires qui ménage la possibilité d'une alliance avec le Parti socialiste.

La remise en cause des politiques libérales ne pourra se faire que par les luttes, l'intervention directe des travailleurs et des masses populaires, en remettant en cause l'ensemble du système, par en bas.

Le plan de mesures d'urgence pour lequel nous militons est un programme pour les luttes : l'interdiction des licenciements, le partage du travail entre tous, l'augmentation des salaires de 300 € et aucun salaire ni revenu inférieurs à 1500 € net, la satisfaction des besoins collectifs immédiats ne pourra s'obtenir que par des mobilisations qui remettront en cause la propriété de la bourgeoisie et son droit à décider. Ces revendications posent le problème de la nécessité du contrôle de la production et de l'ensemble de l'économie et des richesses par les travailleurs et les couches populaires.

La campagne est l'occasion de faire entendre ces revendications, de les promouvoir largement, de convaincre de leur légitimité et de la légitimité de nos luttes pour exiger notre dû, quel que soit le gouvernement qui sortira des élections de 2007.

Et elle pose le problème de la nécessité du regroupement des anticapitalistes, de tous ceux qui se situent dans le camp du monde du travail, en toute indépendance vis-à-vis des institutions et des appareils, pour unir nos forces, créer une nouvelle dynamique, entraîner, donner confiance.

Il nous faut travailler à jeter les bases d'un nouveau parti large, clairement anticapitaliste, regroupant tous ceux qui mènent le combat pour une autre société, tous les militants fidèles au camp des travailleurs. Ce regroupement est au cœur des mobilisations où se retrouvent les militants de la LCR, ceux de Lutte Ouvrière ou ceux du Parti communiste, ainsi que bien des militants syndicalistes ou associatifs. C'est en débattant avec eux que, ensemble, nous pourrions construire une force nouvelle, démocratique et révolutionnaire.

Carole Lucas



Brésil : victoire électorale de Lula et continuité du combat de la classe ouvrière

Lula a gagné facilement, dimanche dernier, le deuxième tour de l'élection présidentielle, avec plus de 60 % des voix. En même temps, le Parti des Travailleurs (PT) s'est imposé dans 6 des 10 États en ballottage, mais il a perdu le Rio Grande do Sul. Le PT contrôle maintenant 16 des 27 gouverneurs, mais il est minoritaire à l'Assemblée Nationale.

Ces résultats n'effacent pas les conséquences politiques du premier tour (voir *Débat Militant* 122 du 12 octobre). Lula n'a pas gagné au premier tour comme prévu, Alckmin avait fait un bon score (41,6 % des voix) et la gauche a obtenu un résultat significatif, avec les 6,85 % d'Héloïsa Helena. D'ailleurs, Lula l'a reconnu et apporté une première réponse en annonçant... que son prochain gouvernement à partir du 1^{er} janvier 2007 serait, plus encore que le premier, un gouvernement d'accord national avec une participation plus importante des autres partis de droite de sa coalition.

Lula au service de la bourgeoisie avec le soutien de l'impérialisme

D'ailleurs, l'impérialisme et la bourgeoisie ne s'y sont pas trompés. Les programmes n'avaient pas de différences ; la campagne pour le deuxième tour s'est concentrée sur la question de la corruption. C'était un affrontement entre équipes et non entre politiques alternatives.

A Washington, on est très content de la victoire de Lula et Bush a eu le geste politique de lui téléphoner pour le féliciter et l'inviter chez lui. Lula a répondu qu'il ira « très vite ». Washington compte sur Lula pour essayer de contenir Chavez, l'affaiblir et l'abattre. Le gouvernement brésilien vient de jouer ce rôle dans les négociations avec Evo Morales sur la continuité de l'activité de compagnies privées, Petrobras en premier lieu, dans l'exploitation du pétrole et du gaz.

Le gouvernement de Lula est devenu une pièce maîtresse dans le dispositif impérialiste en Amérique Latine. Pour Wall Street, ce type de gouvernement « démocratique et populaire » devient clé, à la fois pour satisfaire les exigences immédiates du saccage impérialiste, avec le paiement de la dette, et sa domination impériale.

Cette complicité n'exclut pas les affrontements, affrontements à la fois sur la politique économique et sur les négociations internationales et la place du capitalisme brésilien dans l'économie mondiale.

L'évolution du Brésil, élément de l'évolution du capitalisme mondial

Le capitalisme brésilien a connu un développement important dans les 25 dernières années et Sao Paulo est devenu la principale concentration capitaliste de l'Amérique Latine. Mais ce développement n'annule pas, au contraire, les traits d'arriération et de domination impérialiste caractéristiques du pays. Le gouvernement Lula les a renforcés. En 4 ans, il a payé 75 milliards de dollars pour les intérêts de la dette et consacré 4 milliards à l'action sociale. Au Brésil, le taux d'intérêt est de 13 %, 3 fois les niveaux du marché mondial. Les bénéfices directement parasitaires du capital font, aujourd'hui, la richesse de la bourgeoisie du pays et du monde.

Ces conditions de la marche des affaires engendrent leurs propres contradictions. La bourgeoisie et les investissements étrangers qui continuent à faire fonctionner des usines et assurent la colonne vertébrale du pays, subissent aussi les effets de ces taux d'intérêts. L'orthodoxie de Lula pendant ces 4 années a assuré une stabilité importante au système financier international, mais a créé des conditions explosives de crise. Le débat sur la politique économique est en cours. L'accord entre Lula et Alckmin sur la nécessité d'introduire des « changements » a assuré le consensus de la bourgeoisie sur les deux candidatures et explique l'indifférence face à la défaite du candidat de droite, après son succès du premier tour.

Affirmer que Lula suit une politique « néolibérale » et qu'il va la continuer est vrai mais bien des changements peuvent intervenir. Lula suit une politique de préservation et de défense du capitalisme brésilien dans son ensemble et certains virages peuvent s'avérer nécessaires, sans aucun changement de fond.

Lula a mis en place un programme d'aide sociale massive qui concerne 11 millions de personnes, le programme Bolsa Familia. C'est un dispositif-clé à la fois pour les élections - « les pauvres » ont voté

massivement pour Lula et ont assuré sa victoire - et pour le régime politique du PT, basé sur le clientélisme, le contrôle bureaucratique et la mise au régime des organisations populaires. Ce programme définit une méthode d'assistanat et de maintien de la population dans la misère et non une méthode pour « *faire évoluer progressivement* » le pays vers des meilleures conditions de vie. Dans ce sens, Lula est un « réformiste » sans réformes et le capitalisme brésilien continue à être un capitalisme de l'arriération, de la misère, de l'analphabétisme, du chômage, du développement inégal et combiné.

Les questions pour les révolutionnaires

Les discussions sur Lula et le PT et la nature de leur politique sont nécessaires, mais plus importante est la question de comment peut émerger dans ces conditions une force politique de lutte contre sa politique et le régime social. Le score électoral d'Héloïsa Helena montre que ce débat n'est pas théorique ; il concerne, dans la période actuelle, un ensemble d'organisations et des militants et une fraction de la classe ouvrière, de paysans sans terre, des mouvements en lutte.

Au Brésil, la domination du PT, qui a connu un saut qualitatif avec son arrivée au pouvoir en 2003, a été une défaite politique pour le mouvement ouvrier et les exploités, un élément de démoralisation, désorganisation, confusion. Une politique directement antiouvrière et de soumission à l'impérialisme a été annoncée et appliquée par un Parti qui pouvait et peut encore se prévaloir de l'appui massif des secteurs populaires et de l'« *origine ouvrière* » de ses dirigeants.

Le recul politique a été néanmoins limité, surtout parce que des luttes se sont développées contre la politique de Lula et des nouveaux regroupements politiques se sont produits et/ou consolidés. Il faut inscrire dans ce cadre l'émergence du PSOL et surtout la formation et les avancées de Conlutas et du PSTU. Conlutas est aujourd'hui un groupement national de structures ouvrières et populaires contre la politique du gouvernement, avec une intervention réelle dans les luttes, et qui prépare une prochaine rencontre nationale unitaire.

Le deuxième tour de l'élection présidentielle a montré aussi les limites du « Front de Gauche » de Héloïsa Hélène. Le Front n'a pas pu décider une position commune. Une de ses composantes, certes mineure, le Parti Communiste Brésilien, a appelé à voter Lula, mais aussi certaines fractions du PSOL se sont positionnées pour le vote Lula. Par ailleurs, le PSTU et le PSOL ont pris des positions séparées et pour une part différentes. Le PSTU a appelé au « vote nul » et le PSOL a appelé à ne voter pour aucun des deux candidats (*Rouge*, 26 octobre). La déclaration du PSOL est rédigée essentiellement en référence à la campagne de Héloïsa Hélène, « *pour un gouvernement honnête et moral, pour un programme de transformations profondes du modèle économique, politique et social du pays* ».

Précisément, les camarades du PSTU qui continuent à dire que le « Front de Gauche » a été une initiative correcte avec des bons résultats pour la candidature de Hélène, font une critique très ferme de la campagne et du comportement politique de la candidate à la Présidence.

Le Front de Gauche a essayé de présenter pendant la campagne un visage le moins radical possible. Le choix du candidat à la vice-présidence l'avait déjà montré. Dans la campagne, au lieu de parler de la rupture avec l'impérialisme, du non-paiement de la dette et de l'opposition aux réformes, comme le fait le programme du Front, les candidats ont avancé comme programme la réduction du taux d'intérêt, la question la plus partagée par certaines fractions de la bourgeoisie.

Hélène a été la candidate de la lutte contre la corruption et non d'un programme de lutte. Aussi, elle s'est prononcée contre l'avortement et est intervenue, par exemple au moment du conflit contre les 1600 licenciements chez Volkswagen, sans demander une interdiction immédiate des licenciements mais en exigeant des crédits bon marché pour l'entreprise et un changement de politique économique.

Le PSTU critique aussi la candidate parce qu'elle n'a pas mené une campagne unitaire en faveur de candidats aux élections législatives. De fait, les résultats électoraux du Front ont été très inégaux : 6,85 % pour Héloïsa Hélène et 1,25 % pour les législatives. Les chiffres sont loin de l'euphorie initiale du 12 à 15 % pour la présidentielle et plus de 5 % pour les législatives – la barrière des 5 % étant importante pour des raisons financières et politiques. Les candidats du PSTU ont pâti de mauvais scores dont la campagne serait en partie responsable.

C'est évident que les résultats électoraux et leur signification politique demandent une appréciation détaillée. La nature de la politique bourgeoise et impérialiste de Lula ne l'empêche pas, ou pas encore, de concentrer un vote populaire, mais n'empêche pas non plus les luttes et l'opposition de militants ouvriers et populaires avec l'apparition et la consolidation d'alternatives politiques anti-capitalistes et de lutte.

L'émergence de ces alternatives demande à la fois une délimitation politique et programmatique claire et une orientation unitaire convaincue. Les questions électorales sont importantes à cette étape et l'expérience de nos camarades au Brésil montre que la construction de fronts politiques électoraux « *les plus larges possible à la gauche du PT* » n'est pas une solution en soi. Pour être féconde une telle politique nécessite une stratégie d'ensemble qui dépasse la simple question électorale.

Marcelo N.



N'hésitez pas à diffuser
et faire circuler **débat***militant*. Merci.